

## ■ Politique | Rentrée du Gouvernement bruxellois

# “Agir au lieu d’attendre”

► Didier Gosuin (MR) fustige l’attitude “attentiste” de l’équipe Picqué.

► “Même sans refinancement, la Région possède les leviers pour relever ses défis”.

Entretien Raphaël Meulders

**Didier Gosuin, comment analysez-vous la rentrée du gouvernement bruxellois ?**

Je perçois une lassitude, de l’ennui même de ce gouvernement et plus spécifiquement en la personne du ministre Président Charles Picqué (PS) qui répète la même chanson depuis cinq ans. Il a une attitude de convoyeur colombophile qui attend désespérément le refinancement de Bruxelles. Or si la Région a été incapable de l’obtenir en période financière favorable, comment va-t-elle réussir à l’avoir alors que le Fédéral sera encore exsangue durant dix ans ? Charles Picqué fait pourtant de ce refinancement la priorité des priorités, alors qu’il y a des défis très importants qui ne sont pas relevés.

**Le refinancement de Bruxelles n’est donc, selon vous, pas prioritaire ?**

Il est légitime de revendiquer un meilleur refinancement de Bruxelles. C’est d’ailleurs ce que nous faisons au MR, depuis 1989 et la loi de financement votée à l’époque par le PS et le PSC. Mais le budget de

Bruxelles, qui est de 3,1 milliards, existe et il n’est pas dérisoire. En comparaison la Wallonie, qui a une population trois fois supérieure à Bruxelles, a un budget de 7,3 milliards. Certes, il y a des défis particuliers à Bruxelles et il faudrait plus de moyens. Mais ce qu’on attend d’un ministre-Président, ce n’est pas de dire “sauvons ce qui peut l’être”, mais “faisons ce qui doit l’être”.

**Une sorte d’aveu d’impuissance du gouvernement ?**

Complètement. C’est une majorité

qui dit s’être assemblée de manière idéologique, mais qui se replie dans l’impuissance. Sa seule action est celle d’une revendication de moyens financiers. Etre quémendeur. C’est aberrant et cela amène du carburant à la frange radicale flamande ! C’est exactement la théorie Maddens. Ce n’est pas ce qu’on demande à un mandataire politique. Il faut au contraire agir, arrêter des options, établir des priorités, engager des programmes...

**Les défis ne manquent pas...**

Oui, mais il ne faut pas se tromper. Quand bien même Bruxelles serait mieux financée, ce n’est pas à elle de régler certains de ses problèmes. Le grand défi de la formation, de la qualification et de l’enseignement passe par plus de moyens à la Communauté française. Celui de la sécurité passe, entre autres, par le ministère de la Justice fédérale. Je regrette d’ailleurs la démission du Fédéral à Bruxelles, où 97% des délinquants mineurs sont remis dans l’heure en liberté, sans avoir la capacité de faire un travail de réparation, de médiation, voire de sanction. Là aussi il y a des grands enjeux et des moyens financiers à retrouver.

**Et au sein de la Région, où peut-on faire des économies ?**

Je le répète : Bruxelles est structurellement sous-financée depuis sa création. C’est un fait. Mais si un père de famille peut légitimement estimer qu’il a droit à une revendication salariale, cela ne doit pas être sa seule préoccupation. Il va faire tourner son ménage avec l’argent qu’il a ! Et si de

main il obtient une augmentation salariale, il adaptera son train de vie en conséquence. Ici, j’ai le sentiment qu’on fait l’inverse. C’est à Bruxelles qu’on a le train de vie ministériel le plus important. On a des cabinets qui sont 30% plus pléthoriques qu’en Flandre. Et le luxe d’avoir un ministre qui a comme unique compétence les piétons et les vélos, tout en ayant 60, 70 personnes à son service.

**Donc il faut licencier au sein des cabinets ministériels ?**

Non, mais il ne faut pas engager. Sous cette dernière législature, on a engagé plus de 600 fonctionnaires et on l’a fait en fonction de recettes immobilières fluctuantes et aléatoires. Ce n’est pas raisonnable.

**Mais ces droits d’enregistrement, fluctuants, ce sont pourtant les principales recettes de Bruxelles ?**

Oui, mais cela l’a toujours été et quand nous étions au pouvoir, nous tenions compte de ce facteur. C’est trop facile de faire un budget sur base d’hypothèses. Quand on a des années grasses, on met de côté pour les années suivantes et ainsi de suite. Aujourd’hui il y a un déficit de 400 à 450 millions.

**D’autres pistes pour faire des économies ?**

Je dis depuis des années qu’il faut centraliser les trésoreries et avoir une gestion commune de la dette des 19 communes et CPAS. Rien qu’en faisant cela, on trouverait 15 à 20 millions d’économies. Il faut aussi dégraisser quelque peu la Fonction publique. Ces dernières années, on a fait exploser les frais de médiation et de consultance.

**Un autre moyen de financement évoqué est celui d’un péage urbain...**

Certains dans le gouvernement y sont favorables, d’autres sont opposés. C’est complètement cacophonique. Quand on est au pouvoir, on doit pouvoir jouer sur les dépenses et les recettes. Le pouvoir, ce n’est pas uniquement pour le faste, il faut aussi assumer les difficultés.

**Etes-vous favorable à ce péage ?**

Je suis très sensible à la démarche allemande qui est de travailler sur une décongestion de l’automobile comme priorité et avec comme effets secondaires quelques recettes supplémentaires. Je pense à la mise en place de zones de basse émission, par exemple. Je ne dis pas que c’est la solution, mais il faut décider. C’est le rôle du politique qui doit arrêter de jouer au ping-pong en se renvoyant la balle, comme l’a fait ce gouverne-

ment durant cinq ans sur ce sujet.

## “Prendre des décisions impopulaires”

► Selon Didier Gosuin, il ne faut pas négocier “la langue pendue.”

**Etes-vous, comme Charles Picqué, en faveur d'une réforme institutionnelle rapide ?**

Bien sûr qu'il faut négocier, ce qui signifie faire des concessions. Mais ce qu'il ne faut pas faire, c'est céder des droits contre des moyens financiers. C'est démocratiquement inacceptable. Or si Bruxelles vient aux négociations la langue pendue et les caisses vides, j'ai peur qu'on cède sur des revendications qui nous paraissent excessives, comme par exemple la scission de l'arrondissement judiciaire. Le confédéralisme voulu par

le radicalisme flamand est inconcevable à Bruxelles. Mais au-delà du débat communautaire, il y a un principe éthique : le mandataire politique doit gérer l'argent qui lui est confié en bon père de famille. Il faut assumer son idéologie et oser prendre des décisions qui sont parfois impopulaires.

**Par exemple ?**

Quand j'étais ministre de l'Environnement, j'ai créé une taxe sur l'eau pour financer l'épuration et l'assainissement. C'était impopulaire, mais c'est le rôle de l'homme politique. Il n'y a pas pire turpitude que de se réfugier dans la posture de l'impuissance. Ce gouvernement a les leviers et peut agir avec les moyens qu'il possède.